

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 148 (2003)
Heft: 11

Artikel: Coup de gueule : la police genevoise n'est pas commandée par un colonel Astiz
Autor: Prévasto, Olivier
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-347192>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Coup de gueule

La police genevoise n'est pas commandée par un colonel Astiz

■ **Olivier Prévosto**³

Pour avoir vécu ce G8 de l'intérieur et aux premières loges, j'aurais aimé m'exprimer tout d'abord sur le piège tendu par les autorités françaises au Conseil fédéral, encore bercé par le discours de Dominique de Villepin lors de l'adhésion de notre pays à l'ONU. J'aurais aimé dire combien les circonvolutions politiques, municipales et cantonales, ont créé d'inconnues et fragilisé l'édifice de la sécurité à Genève. Dire aussi à quel point ces badauds inconscients dont beaucoup étaient équipés d'appareils photo et vidéo, sorte de Léonard Freed de pacotille, ont empêché fondamentalement la police de faire son travail et sont tout aussi responsables. Dire aussi tout le mépris pour ces casseurs et autres petits crétins de situation qui arriveraient presque à nous faire penser à Cayenne avec nostalgie, tant notre justice n'a aucun moyen et aucune volonté de s'en occuper.

Mais ce que je vais exprimer fondamentalement c'est le dégoût et l'incompréhension suscitée par les propos répétés d'un certain nombre de person-

nalités politiques, ancrées à gauche et qui n'ont dans leur bouche que «droit à la manifestation, Etat de droit, libertés civiques» et surtout «provocation et répression policière».

A les entendre, la police et ceux qui la font, à savoir les policiers, nous sommes dénués de tout sens civique, sommes en permanence un danger pour la démocratie, notre action n'est que l'oraison funèbre de notre société, dont ils combattent par ailleurs les aboutissants. Ces propos, réitérés à l'envi, relayés par des médias

complaisants, sont tout simplement insultants, voire diffamatoires.

La police genevoise n'est pas commandée par un colonel Astiz, nous ne recevons pas nos ordres d'un général Videla, nos cours de formation ne se font ni à La Havane, ni à Pyongyang (histoire de rafraîchir certains esprits sur des régimes qu'ils adorent officiellement, qu'ils adorent peut-être toujours mais en privé). Notre groupe d'intervention ne s'entraîne ni à Grozny et encore moins à Rangoon et la tâche du maintien de l'ordre est opérée



³ Police, 7/2003.



Par des policiers à qui il arrive, dans leur mission quotidienne, de prendre en charge des personnes en détresse, d'aller remettre dans leur lit des personnes âgées qui en sont tombées. (...)

Alors se faire insulter par des personnes, telles que celles qui forment le Forum social lémanique, assemblage hétéroclite de vieux caciques qui n'ont pas encore réussi à fixer les acquis de mai 68 dans l'hémisphère gauche ou l'hémisphère droit du cerveau, est très dur à av-

ler. Des plus jeunes aussi, qui rebattent jusqu'à plus soif l'épisode – certes fâcheux – des fiches, alors même qu'à ce moment, ils n'avaient sans doute été fichés qu'à la maternité. Et au milieu de tout cela, des députés, aux fondamentaux démocratiques pas toujours clairs, qui me laissent finalement penser que l'accord passé entre le FSL et le Conseil d'Etat s'apparentait plus à une paix de Brest-Litovsk qu'à une véritable volonté d'offrir une plateforme de paix efficace et durable. (...) Nous sommes des

citoyens, nous servons la République. Etre en permanence sous le flot de la critique est notre pain quotidien. Nous faisons sans aucun doute plus que quiconque afin d'assurer une cohésion à notre société. Se faire traiter de « fachos » par des jeunes petits bourgeois qui n'ont pas la moindre idée de ce que sont le fascisme et le totalitarisme, ça fait quand même mal. Lorsque ce sont leurs parents qui déclament des poncifs éculés, c'est encore plus douloureux. (...)

O. P.